



**N° 2024/EFS-CPDL/320**

---

**Etablissement Français du Sang - Centre - Pays de la Loire**

50, avenue Marcel Dassault – BP 40661

37206 TOURS Cedex 3

**PRESTATIONS D'ANALYSES DE SECURITE VIRALE ET  
MICROBIOLOGIQUE Y COMPRIS SUR PRODUITS OGM POUR  
LE SITE EFS CPDL D'ATLANTIC BIO GMP (ABG) A SAINT-  
HERBLAIN**

**Appel d'offres ouvert**

Article L.2124-2 du code de la commande publique

Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)**

---

## SOMMAIRE

<b>1. DEFINITIONS</b>	<b>5</b>
<b>2. OBJET DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>6</b>
<b>3. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>6</b>
<b>3.1. Procédure de passation</b>	<b>6</b>
<b>3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires</b>	<b>6</b>
<b>3.3. Allotissement</b>	<b>6</b>
<b>3.4. Forme du marché public</b>	<b>6</b>
<b>3.5. Estimation du marché public</b>	<b>7</b>
<b>3.6. Groupement de commandes</b>	<b>8</b>
<b>3.7. Durée du marché public</b>	<b>8</b>
<b>3.8. Langue d'exécution du marché public</b>	<b>8</b>
3.8.1. Principe	8
3.8.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	8
3.8.3. Défaut de recours à un interprète	9
<b>4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>9</b>
<b>5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>9</b>
<b>5.1. Développement durable</b>	<b>9</b>
5.1.1. Obligations environnementales	9
5.1.2. Performance énergétique	10
5.1.3. Clause d'insertion sociale	10
<b>5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande</b>	<b>10</b>
5.2.1. Emission des bons de commande	10
5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande	10
5.2.3. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire	10
5.2.4. Transport	11
<b>5.3. Vérification et admission</b>	<b>11</b>
<b>5.4. Pénalités</b>	<b>11</b>
5.4.1. Pénalités de retard	11
5.4.2. Pénalités pour mauvaise exécution	12

5.4.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	12
<b>5.5. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique</b>	<b>12</b>
<b>6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>12</b>
<b>6.1. Relations entre les parties</b>	<b>12</b>
<b>6.2. Confidentialité – Propriété – Restrictions d'utilisation</b>	<b>13</b>
6.2.1. Obligations du Titulaire	13
6.2.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	14
<b>7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>14</b>
<b>7.1. Modifications relatives au Titulaire</b>	<b>14</b>
<b>7.2. Clause de réexamen</b>	<b>15</b>
<b>7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles</b>	<b>15</b>
<b>7.4. Evolutions administratives</b>	<b>15</b>
<b>7.5. Evolutions technologiques</b>	<b>15</b>
<b>8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE</b>	<b>16</b>
<b>9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE</b>	<b>16</b>
<b>9.1. Contenu des prix</b>	<b>16</b>
<b>9.2. Forme et évolution des prix</b>	<b>16</b>
<b>9.3. Avance</b>	<b>17</b>
<b>9.4. Modalités de facturation et de règlement</b>	<b>17</b>
9.4.1. Facturation	17
9.4.2. Dématérialisation des factures	17
9.4.3. Délai de paiement	18
9.4.4. Suspension du délai global de paiement	18
9.4.5. Intérêts moratoires	18
9.4.6. Nantissement et cession de créance	19
9.4.7. Renseignement d'ordre comptable	19
<b>1. RESPONSABILITE - ASSURANCES</b>	<b>19</b>
<b>2. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)</b>	<b>19</b>
<b>2.1. Résiliation pour motif d'intérêt général</b>	<b>19</b>

<b>2.2. Résiliation aux torts du Titulaire</b>	<b>20</b>
<b>2.3. Résiliation pour événements liés au marché</b>	<b>20</b>
<b>2.4. Exécution aux frais et risques</b>	<b>20</b>
<b>3. LITIGES</b>	<b>20</b>
<b>4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE</b>	<b>21</b>

## 1. DEFINITIONS

**AE** : Acte d'engagement ATTRI1

**CCAG FCS** : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services

**CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières

**Comptable assignataire** : l'agent comptable secondaire de l'EFS CPDL.

**EFS** : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

**ETS** : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

**Marché public** : Marché à forfait et accord-cadre

**Pouvoir adjudicateur** : l'Etablissement Français du Sang Centre Pays de la Loire (EFS-CPDL)

**Prestation** : Analyses de sécurité virale et microbiologique

**Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)** : le directeur de l'EFS-CPDL ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

**Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique)** : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été accepté et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

**Titulaire** : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public

## 2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'analyse de sécurité virale et microbiologique y compris sur produits OGM pour les sites EFS-CPDL d'Atlantic Bio (ABG) à Saint-Herblain.

## 3. DISPOSITIONS GENERALES

### 3.1. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie par les articles suivants :

- article L.2124-2 du code de la commande publique ;
- articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

### 3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires

Sans objet

### 3.3. Allotissement

Le marché public est composé de 2 lots définis comme suit :

Lot 1 : prestations d'analyse de sécurité virale et microbiologique y compris sur produits OGM : Recherche de Mycobactéries, de virus adventices en microscopie électronique et de retrovirus par PERT assay

Lot 2 : prestations d'analyse de sécurité virale y compris sur produits OGM : Recherche de virus par RT-PCR

### 3.4. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est conclu, pour chaque lot, avec un engagement maximum (article R.2162-4 2° du code de la commande publique) exprimé en valeur (euros), comme suit :

Lots	Description	Maximum (en euros HT) Sur 48 mois
1	Prestations d'analyse de sécurité virale et microbiologique y compris sur produits OGM : Recherche de Mycobactéries, de virus adventices en	118 000€

	microscopie électronique et de retrovirus par PERT assay	
<b>2</b>	Prestations d'analyse de sécurité virale y compris sur produits OGM : Recherche de virus par RT-PCR	<b>715 000€</b>

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

### 3.5. Estimation du marché public

<b>Lot</b>	<b>Test demandé</b>	<b>Quantité estimée par an en nombre d'analyse</b>
Lot 1	Recherche de mycobactéries	1
Lot 1	Recherche de virus adventices en microscopie électronique	1
Lot 1	recherche de retrovirus par PERT assay	1
Lot 2	qPCR HIV-1	0,5
Lot 2	qPCR HIV-2	0,5
Lot 2	qPCR HTLV-1	0,5
Lot 2	qPCR HTLV-2	0,5
Lot 2	qPCR HPV	0,5
Lot 2	qPCR AAV	0,5
Lot 2	qPCR Adenovirus 5	0,5
Lot 2	qPCR HHV6A,6B	0,5
Lot 2	qPCR HHV7	0,5
Lot 2	qPCR HHV8	0,5
Lot 2	qPCR Erythrovirus B19	0,5
Lot 2	qPCR EBV	0,5
Lot 2	qPCR CMV	0,5
Lot 2	qPCR HAV	0,5
Lot 2	qPCR HBV	0,5
Lot 2	qPCR HCV	0,5
Lot 2	qPCR HEV	0,5
Lot 2	qPCR VZV	0,5
Lot 2	qPCR HSV	0,5
Lot 2	qPCR SV40	0,5
Lot 2	qPCR Treponema palidum	0,5
Lot 2	qPCR Toxoplasma gondii	0,5
Lot 2	qPCR Polyomavirus humain	0,5
Lot 2	qPCR Bovine Virus Diarrhea Virus (BVDV)	0,5
Lot 2	qPCR Blue Tongue Virus (BTV)	0,5
Lot 2	qPCR Bovine Adenovirus type 3 (BAV-3)	0,5
Lot 2	qPCR Bovine Parvovirus (BPV)	0,5
Lot 2	qPCR Bovine Respiratory Syncytial Virus (BRSV)	0,5
Lot 2	qPCR Reovirus (REO3)	0,5

Lot 2	qPCR Rabies virus	0,5
Lot 2	qPCR Human enterovirus	0,5
Lot 2	qPCR Western encephalitis	0,5
Lot 2	qPCR Eastern encephalitis	0,5
Lot 2	qPCR Venezuelan encephalitis	0,5
Lot 2	qPCR Circovirus bovin et porcin (PCV)	0,5
Lot 2	qPCR Swine Hepatitis E (SHepE)	0,5
Lot 2	qPCR Torque Teno Virus	0,5
Lot 2	qPCR Classical Swine Fever Virus (CSFV)	0,5
Lot 2	qPCR HHV1 (option)	0,5
Lot 2	qPCR HHV2 (option)	0,5
Lot 2	qPCR Murine Leukemia virus (MLV) (option)	0,5

Ces estimations ne sont pas contractuelles. Elles sont fournies à titre indicatif pour servir de base à l'analyse financière des prix. Il est toutefois précisé que ces estimations peuvent sensiblement diverger de la réalité.

### 3.6. Groupement de commandes

Sans objet.

### 3.7. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 12 mois.

A l'issue de la première période, le marché public est reconduit tacitement 3 fois pour une période de 12 mois sans excéder 48 mois.

Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction par l'EFS.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard 01 mois avant l'échéance.

### 3.8. Langue d'exécution du marché public

#### 3.8.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

#### 3.8.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire



### 3.8.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Bordereau des Prix unitaires et ;
- Le présent CCAP ;
- Le Cahier des charges technique et cadre de réponse technique complété par le Titulaire
- Le Quality Agreement
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

## 5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

### 5.1. Développement durable

#### 5.1.1. Obligations environnementales

Le Titulaire respecte les obligations environnementales suivantes :

- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;

### 5.1.2. Performance énergétique

Sans objet.

### 5.1.3. Clause d'insertion sociale

Sans objet.

## 5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

### 5.2.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernées ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date d'exécution souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

### 5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 8 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de 2 mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

### 5.2.3. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire

L'EFS peut déroger au principe d'exclusivité du Titulaire lorsque les prestations du présent marché doivent être réalisées par un prestataire imposé par un client de l'EFS, et explicitement mentionné dans une convention signée entre l'EFS et ce client.

#### 5.2.4. Transport

L'EFS est en charge de la gestion du transport des échantillons vers le laboratoire du Titulaire conformément aux recommandations de ce dernier : l'EFS favorise les envois du lundi au jeudi. Il n'y a pas d'expédition les veilles de fêtes, de week-end et de jours fériés. L'EFS joint un formulaire d'envoi FO/1292 à chaque envoi.

Si le lieu de réception des échantillons est modifié par le Titulaire en cours d'exécution du marché, il en informe l'EFS au plus tôt. Si le changement d'adresse de réception des échantillons, qu'il soit en France ou à l'étranger, entraîne un coût de transport supplémentaire, celui-ci est à la charge du Titulaire.

Délai de livraison par l'EFS : moins de 24 heures.

Tout problème de transport est reporté immédiatement à l'EFS par email. Le formulaire d'envoi FO/1292 envoyé par l'EFS avec les échantillons doit être envoyé complété par email à [cpdl.abgcq@efs.sante.fr](mailto:cpdl.abgcq@efs.sante.fr) le jour de réception des échantillons chez le Titulaire.

#### 5.3. Vérification et admission

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Fournitures se déroulent dans les conditions décrites aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

Les délais de vérification et admission débutent à compter de la réception par l'EFS du CoA.

#### 5.4. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités ne peut excéder 10 % du montant maximum du marché.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

##### 5.4.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public, notamment aux exigences du CCTP et du QA, à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard au regard des engagements pris à exécuter les prestations conformément au présent CCAP et aux engagements pris par le Titulaire, la pénalité suivante sera applicable :

$$P = ( V \times R ) / 25$$

, dans laquelle :

- P = montant de la pénalité

- V = montant HT du prix des prestations exécutées en retard sur lequel est calculée la pénalité
- R = nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de réception des résultats ou des prestations inscrites sur le bon de commande.

#### **5.4.2. Pénalités pour mauvaise exécution**

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 200 euros par manquement constaté. Ces manquements sont par exemple :

- Non communication des documents exigés dans le marché public dont le protocole d'étude ou SOP, rapport d'analyse, CoA

#### **5.4.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat**

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.

### **5.5. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique**

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public (points 1 à 5 de l'article 1.9.3 du règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

## **6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC**

### **6.1. Relations entre les parties**

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsable du déploiement et de l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

Pour l'EFS, le RPA désigne un interlocuteur chargé des aspects médicotextiques et un interlocuteur chargé des aspects administratifs au sein de l'EFS.

## **6.2. Confidentialité – Propriété – Restrictions d'utilisation**

Pendant la durée du marché public ainsi que dix (10) ans après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.), les données contenues dans ces supports et documents ainsi que les équipements et matériels sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et la confidentialité ; y compris ceux dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public. (ci-après ensemble, les « Informations Confidentielles »)

### **6.2.1. Obligations du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des Informations Confidentielles qui lui seraient confiées, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas déconstruire, désassembler, procéder à de l'ingénierie inverse, analyser, décompiler ou réassembler, rechercher la méthode, composition, formule ou process au sein des Informations Confidentielles qui lui seraient confiées par l'EFS pour les besoins de l'exécution de sa prestation objet du présent marché public ;
- ne pas utiliser les Informations Confidentielles traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ni publier ces Informations Confidentielles à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ; ainsi, le Titulaire s'engage à ne transmettre les Informations Confidentielles auxquelles il pourrait avoir accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public, qu'aux membres de son personnel impliqué dans la réalisation des prestations et ayant strictement besoin d'y avoir accès à ce titre.
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des Informations Confidentielles;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des Informations Confidentielles traitées dans le cadre du présent marché public ;
- conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, prendre toutes précautions et mesures de sécurité utiles afin de préserver la sécurité des Informations Confidentielles contenant des données caractère personnelle et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés ainsi que l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS contenant des Informations Confidentielles ; une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à :

- respecter strictement les droits de propriété intellectuelle;
- respecter tout droit de propriété intellectuelle quel qu'il soit, détenu par l'EFS ou par un tiers, en lien avec les Informations Confidentielles auxquels il pourrait avoir accès durant l'exécution du présent marché public.

Le présent marché public ne transfère aucun droit de propriété intellectuelle au profit du Titulaire. Ainsi, le Titulaire ne peut en aucun cas prétendre à un quelconque droit de propriété intellectuelle sur les Informations Confidentielles fournies par l'EFS au Titulaire ou auxquelles le Titulaire aura accès durant l'exécution du présent marché public.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

### 6.2.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect par le Titulaire, des dispositions figurant au présent article 6.3 :

- l'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire et sans préjudice de toute action qu'il pourrait engager par ailleurs à l'encontre du Titulaire afin d'obtenir réparation des préjudices subis ;
- la responsabilité du Titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions du code pénal en cas de violation du secret professionnel, de non-respect de la réglementation relative aux données à caractères personnel ou encore en cas de violation des droits de propriété intellectuelle ;
- enfin, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée en matière civile par le détenteur d'un droit de propriété intellectuelle en vue d'obtenir la réparation du préjudice qu'il aura subi.

## 7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

### 7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale



- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

## **7.2. Clause de réexamen**

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché ;
- Ajouter une prestation d'analyse dans le Bordereau des Prix Unitaires.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

## **7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles**

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

## **7.4. Evolutions administratives**

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de Fournitures objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références de la Fourniture considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à cette Fourniture dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

## **7.5. Evolutions technologiques**

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux Services, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima des Services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant, sous réserve de l'application de l'article 7.2 du présent CCAP.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

## **8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

En cas de non exécution de la prestation, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## **9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHÉ**

### **9.1. Contenu des prix**

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans le Bordereau des prix unitaires.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

### **9.2. Forme et évolution des prix**

Les prix du marché public sont fermes pour la première période puis révisables à la date anniversaire du marché.

Aucune révision de prix ne peut être demandée ou appliquée avant l'échéance de la période ferme du marché.

Les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse. La demande de révision est à l'initiative du Titulaire et doit être reçue par l'EFS un mois avant la date anniversaire du marché par lettre recommandées avec accusé de réception ou par mail.

La révision se fera sur la base du barème du Titulaire.



Les derniers barèmes applicables et/ou les liens internet permettant d'y accéder sont transmis par le titulaire lors de la remise de l'offre. A chaque demande de révision, le titulaire transmet ses barèmes actualisés et justifie de l'augmentation du prix.

**Clause sauvegarde :**

En cas de hausse de plus de 3% par rapport à l'année précédente, l'EFS se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

**Clause butoir :**

Dans tous les cas, les prix ne peuvent augmenter que de 9% maximum par rapport aux prix initiaux (offre notifiée) pour la durée maximale du marché (48 mois).

### **9.3. Avance**

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

### **9.4. Modalités de facturation et de règlement**

#### **9.4.1. Facturation**

Après exécution des prestations / de chaque bon de commande, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

#### **9.4.2. Dématérialisation des factures**

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

#### 9.4.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours pour l'ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions au CCAP, elles donnent lieu à un avoir.

Chaque Etablissement se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

#### 9.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

#### 9.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencée à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

#### **9.4.6. Nantissement et cession de créance**

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

#### **9.4.7. Renseignement d'ordre comptable**

Le Comptable public assignataire des paiements est le Comptable secondaire de l'EFS CPDL.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA.

## **1. RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours après demande de l'EFS au Titulaire.

## **2. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)**

### **2.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

## **2.2. Résiliation aux torts du Titulaire**

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- En application de l'article 6.2.2 du présent CCAP
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

## **2.3. Résiliation pour événements liés au marché**

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure

## **2.4. Exécution aux frais et risques**

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

## **3. LITIGES**

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes.

L'Instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif d'Orléans - 28 rue Bretonnerie – 45000 Orléans, tél. : (+33) 2-38-77-59-00, courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr, télécopieur : (+33) 2-38-53-85-16.

Le Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le Tribunal administratif d'Orléans - 28 rue Bretonnerie 45000 Orléans, tél. : (+33) 2-38-77-59-00, courriel : greffe.taorleans@juradm.fr, télécopieur : (+33) 2-38-53-85-16.

#### **4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>